

<https://www.lemonde.fr/politique/article/2023/07/12/le-gouvernement-silencieux-dans-le-fa...>

Brice Laemle, Claire Gatinois, Ivonne Trippenbach

11 min read

# Dans la polémique entre Pap Ndiaye et les médias de Vincent Bolloré, le gouvernement reste silencieux

- [Politique](#)
- [Médias](#)

Le ministre de l'éducation a qualifié CNews et Europe 1 de médias « contrôlés par un personnage manifestement très proche de l'extrême droite la plus radicale ». Il a pour cela été très critiqué par LR et le RN, et quasiment pas soutenu au sein de l'exécutif.

Article réservé aux abonnés



Lundi 10 juillet, Pap Ndiaye entend, accablé, les mots qu'a eus contre lui la présentatrice de l'émission « Punchline », Laurence Ferrari : le réquisitoire diffusé en simultané sur CNews et Europe 1 sonne, aux yeux du ministre de l'éducation nationale, comme « *un appel au meurtre* ». N'y a-t-il personne au gouvernement, au sein de la majorité, à Matignon ou à l'Élysée pour le défendre publiquement ? « *Qui, parmi eux, a la moindre idée de ce qu'est le racisme ?* », s'émeut l'historien des minorités, cible perpétuelle de la droite et de l'extrême droite.

L'ancienne présentatrice du « 20 heures » de TF1 s'en prend à celui qui, dit-elle, « *se permet de jeter l'anathème sur deux rédactions indépendantes, CNews et Europe 1* », deux médias contrôlés par le milliardaire breton Vincent Bolloré, en donnant des « *leçons de démocratie depuis son salon cossu des quartiers chics de Paris* ». Elle évoque la scolarité des enfants du ministre dans un établissement privé, critique sa gestion de l'éducation nationale et conclut, citant Michel Audiard, que « *les conneries, c'est comme les impôts, on finit toujours par les payer* ».

La veille, Pap Ndiaye avait formulé sur Radio J son soutien au *Journal du dimanche*, en grève pour protester contre la nomination à sa tête de Geoffroy Lejeune, l'ex-directeur de la rédaction du magazine d'extrême droite *Valeurs actuelles*. « *Je comprends bien qu'ils ne veulent pas entrer dans la galaxie des publications ou des médias contrôlés par un personnage manifestement très proche de l'extrême droite la plus radicale* », avait-il répondu en référence à Vincent Bolloré, qui a bâti un puissant pôle réactionnaire de l'audiovisuel à l'édition. « *Quand vous regardez CNews, quand vous regardez ce qu'est devenu Europe 1, la conclusion s'impose. CNews, c'est très clairement l'extrême droite* », a poursuivi l'ex-directeur du Palais de la Porte-Dorée à propos de la chaîne d'opinion construite sur le modèle de Fox News.

Réactions immédiates des figures de la droite identitaire. L'ami et soutien de l'ex-candidat d'extrême droite Eric Zemmour, Philippe de Villiers, qui appelle à « *refranciser la France* » et à « *débusquer la cinquième colonne* », étrille sur Twitter un « *ministre de la rééducation nationale* » dont le « *projet secret est de faire rentrer l'islamisme et le wokisme à l'école* ». « *Soutien à Vincent Bolloré, grand entrepreneur français. (...) Qu'a fait Pap Ndiaye dans sa vie et pour notre pays, à part essayer de déconstruire notre nation ?* », embraye le patron de la droite Les Républicains (LR), Eric Ciotti, en reprenant les formules d'un numéro d'avril de *Valeurs actuelles*, alors dirigé par Geoffroy Lejeune, ciblant le « *ministre de la déconstruction nationale* ».

## Embarras du gouvernement

Au sein de la Macronie, le silence prévaut... jusqu'à la prise de parole de Stanislas Guerini, ministre de la transformation et de la fonction publiques. « *Si je pensais qu'Europe 1 est une radio d'extrême droite, je ne serais pas venu à votre antenne ce matin* », affirme l'ex-patron du parti présidentiel mardi 11 juillet. « *Je respecte le travail que vous menez, insiste-t-il, mais je respecte aussi le travail des journalistes du Journal du dimanche, avec une extrême majorité écrasante qui sont mobilisés parce qu'ils ont peur d'une dérive de la ligne identitaire de leur journal.* » La démonstration, brouillonne, témoigne de l'embarras du gouvernement vis-à-vis de l'offensive Bolloré sur le paysage médiatique. Un proche d'Emmanuel Macron confie que les « *fritures entre le groupe Bolloré et le président de la République* » sont telles qu'elles ne nécessitent pas d'en « *rajouter* ».

A la demande de Matignon, Pap Ndiaye se justifie lors des questions au gouvernement, à l'Assemblée nationale. « *Ai-je invité à boycotter, ai-je pointé du doigt tel journaliste ? Non, je n'ai fait que commenter de manière banale la ligne politique d'une chaîne de télévision, ce qui est mon droit le plus strict* », s'explique-t-il sous les huées des députés LR et du Rassemblement national (RN), en réponse à la charge du député (LR) de la Manche Philippe Gosselin, qui le qualifiait de « *censeur* » et de « *philosophe de bas étage* ».

Newsletter

[« Politique »](#)

[Chaque semaine, « Le Monde » analyse pour vous les enjeux de l'actualité politique](#)

[S'inscrire](#)

Sollicités par *Le Monde*, quinze ministres de plein exercice du gouvernement d'Elisabeth Borne ont refusé de prendre position. Seul Clément Beaune, ministre délégué aux transports, souligne que « *Pap Ndiaye est un homme de convictions ; les convictions, cela se respecte* », même s'il juge compliqué pour un membre du gouvernement de critiquer un média pour ses idées, fussent-elles d'extrême droite. A Matignon, on veille à ne « *pas se mêler de ce sujet* », dans l'attente des états généraux du droit à l'information promis par Emmanuel Macron. « *Stanislas Guerini a dit quelque chose de bon sens, Pap*

*Ndiaye a dit ce qu'il pensait »*, tente-t-on de distinguer dans l'entourage d'Elisabeth Borne.

Depuis des années, CNews et C8 embarrassent le camp présidentiel, partagé entre répulsion à l'égard de talk-shows outranciers et désir de ne pas se couper d'une partie de la population. « *Il n'y a pas de public, de Français, auxquels il ne faut pas parler* », confiait la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, en novembre 2022, après que l'animateur star de la galaxie Bolloré, Cyril Hanouna, avait violemment insulté le député La France insoumise (LFI) Louis Boyard, qui critiquait Vincent Bolloré. « *Tu es dans le groupe Bolloré ici* », avait signalé le patron de l'émission « *Touche pas à mon poste !* » Parmi les ministres, seul le garde des sceaux, Eric Dupond-Moretti, a grondé contre la chaîne CNews, sans la nommer, qu'il associait en pleine campagne des régionales de 2021 à « *la désinformation* » et au « *mensonge* ».

## La rédaction du « JDD » en appelle à Macron

« *S'ils pensent qu'en se taisant, ils vont être bien traités par ces médias, ils se trompent* », tance le sénateur socialiste de Paris David Assouline, qui juge « *grave qu'il n'y ait pas de prise de conscience au gouvernement* ». L'élu de gauche déplore que Pap Ndiaye soit « *lâché en pâture* », à l'image de la ministre de la culture, Rima Abdul Malak, lorsqu'elle avait rappelé en février que C8 et CNews sont, comme tous les diffuseurs, soumises à des règles précises, que les deux chaînes ont souvent enfreintes.

Depuis son lancement en 2016, CNews a fait l'objet de vingt-quatre rappels à l'ordre par l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom), dont une mise en demeure en 2022 pour manquement à l'obligation d'honnêteté et de rigueur de l'information. La chaîne, qui a aussi failli à son obligation de maîtrise d'antenne lorsque son chroniqueur Eric Zemmour avait qualifié les mineurs isolés de « *voleurs* » et d'« *assassins* » en 2020, a reçu une amende de 200 000 euros. Contactés, Serge Nedjar, directeur général de CNews, ainsi que plusieurs journalistes de la chaîne n'ont pas souhaité s'exprimer. « *Europe 1 respecte la liberté d'expression et le pluralisme des opinions* », fait valoir de son côté la direction de la station, estimant que « *l'Arcom n'a d'ailleurs pas relevé de manquements qui auraient nécessité une mise en demeure* ».

Mardi, la rédaction du *JDD* s'est rendue devant le siège de Hachette, où se tenait un comité de groupe Lagardère, pour réitérer leur plaidoyer en faveur d'une réaction politique. Connecté en visioconférence, Arnaud Lagardère a assuré que « *ni [lui] ni Vincent Bolloré [ne sont] d'extrême droite* ». « *La rédaction du JDD va-t-elle mourir dans le silence ?* », s'étaient émus ses journalistes dans une tribune publiée le 8 juillet par *Ouest-France*, interpellant Emmanuel Macron pour empêcher l'hebdomadaire de se transformer « *en journal d'opinion au service d'une idéologie extrémiste* ». Deux jours plus tôt, Sophie Binet et Marylise Léon, à la tête de la CGT et de la CFDT, invitaient la première ministre à faire évoluer la loi Bloche pour l'indépendance des rédactions, ainsi que la loi de 1986 sur l'audiovisuel. Pour l'instant, ni l'Élysée ni Matignon n'ont répondu à ces appels.

[Brice Laemle, Claire Gatinois et Ivonne Trippenbach](#)

[Contribuer](#)

Vous pouvez lire *Le Monde* sur un seul appareil à la fois

Ce message s'affichera sur l'autre appareil.

[Découvrir les offres multicomptes](#)

- Parce qu'une autre personne (ou vous) est en train de lire *Le Monde* avec ce compte sur un autre appareil.

Vous ne pouvez lire *Le Monde* que sur **un seul appareil** à la fois (ordinateur, téléphone ou tablette).

- Comment ne plus voir ce message ?

Si vous utilisez ce compte à plusieurs, [passez à une offre multicomptes](#) pour faire profiter vos proches de votre abonnement avec leur propre compte. Sinon, cliquez sur « » et assurez-vous que vous êtes la seule personne à consulter *Le Monde* avec ce compte.

- Vous ignorez qui d'autre utilise ce compte ?